

NG série commerciale
marchandise

Reparta 300

16 AOU 1939

5215.7

430 LM 1/34

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des

**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**NOTE GÉNÉRALE
SÉRIE COMMERCIALE**

Sous-Série Marchandises N° 3-A3

Cg

Paris, le 28 juillet 1939.

COL.

Nm.
53

TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR LES SERVICES ROUTIERS DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS

Un Arrêté interministériel du 7 juin 1939, publié au *Journal Officiel* du 8, et dont le texte est annexé à la présente Note Générale, réglemente la participation des services routiers de transport public de voyageurs au transport des colis postaux dans les anciens départements.

L'application de cet Arrêté nécessitant l'intervention de l'Administration des Postes, il importe que les Services d'Arrondissement et les Inspecteurs du Trafic agissent de concert avec les Services correspondants des P. T. T., afin d'assurer entre la S. N. C. F. et cette Administration la liaison devenue indispensable depuis la conclusion de la Convention du 28 octobre 1938 qui associe étroitement les deux Services publics dans l'organisation et l'exécution du transport des colis postaux en dehors des lignes du Réseau national.

CHAPITRE I

INDICATIONS GÉNÉRALES

A. — Portée de l'Arrêté du 7 juin 1939.

L'Arrêté du 7 juin 1939 vise les services fonctionnant sous le régime de la coordination qui n'ont pas été substitués aux droits et obligations des réseaux secondaires d'intérêt général ou des voies ferrées d'intérêt local.

Il ne concerne donc pas :

- les **Courriers de la Poste** (entrepreneurs liés avec l'Administration des P. T. T. pour le transport des dépêches postales par un marché passé à la suite d'une adjudication ou, dans certains départements, entrepreneurs n'assurant pas le transport des dépêches postales, mais assurant la desserte des bureaux de poste, en matière de colis

postaux, en vertu d'un Arrangement spécial conclu sur les mêmes bases que le marché-type des courriers de dépêches) [1];

- les circuits de poste automobile rurale (P. A. R.);
- les Correspondants du Chemin de fer.

Il n'intéresse pas, en principe, les services routiers de remplacement de trains de voyageurs sur les lignes S. N. C. F. encore ouvertes au trafic des marchandises, ce trafic comprenant les colis postaux.

B. — Dispositions essentielles.

Les dispositions essentielles de cet Arrêté sont les suivantes :

1°. — C'est l'Administration des Postes qui impose aux services routiers en cause l'obligation d'assurer le transport des colis postaux et qui fixe les modalités d'exécution de ce transport (points où les colis doivent être déposés, ouverture des bureaux de poste ou établissements assimilés, livraison à domicile).

2°. — Les entreprises routières doivent procéder à l'échange des colis postaux directement avec la S. N. C. F. en gare même, lorsque la localité terminus est pourvue d'une gare.

3°. — Les colis postaux doivent être accompagnés de leur titre de transport et inscrits sur des bordereaux de transmission comportant émargement des destinataires ou du service cessionnaire.

4°. — Les colis doivent être acheminés par le premier voyage qui suit leur prise en charge par l'entreprise routière.

5°. — Les services routiers visés par l'Arrêté sont tenus de conclure avec la S.N.C.F. un traité de réexpédition fixant leur rémunération et leur responsabilité.

6°. — Les différends entre les transporteurs et l'Administration des Postes au sujet de la consistance et de l'exécution du service sont portés devant le Ministre des Travaux Publics.

7°. — Les différends entre ces mêmes transporteurs et la S. N. C. F. au sujet des clauses à inclure dans les traités de réexpédition sont réglés par voie d'arbitrage et, en dernier ressort, par l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées du département, mais, en aucun cas, l'exécution du service des colis postaux ne doit être suspendue.

CHAPITRE II

APPLICATION DE L'ARRETE

En vue des mesures à prendre pour l'application de l'Arrêté dont il s'agit, les conséquences pratiques des diverses dispositions qui précèdent sont indiquées ci-après, en suivant l'énumération des Dispositions essentielles (B. du Chapitre I).

1°) A. — Droit de priorité de la S. N. C. F. dans les négociations à engager.

L'intervention de l'Administration des Postes ne fait pas obstacle à l'exercice du droit de priorité que la S. N. C. F. tient de l'Article 14 de la Convention postale du

(1) Lorsque des Courriers de la Poste assurent en même temps un service public de voyageurs entrant dans le cadre de la coordination, leur contrat avec l'Administration des P.T.T. n'est pas renouvelé et ils deviennent soumis aux obligations du Cahier des Charges des services coordonnés (art 37, § 6 du Décret du 12 janvier 1939). A ce moment, ils cessent d'être considérés comme des Courriers de la Poste et les dispositions de l'Arrêté du 7 juin 1939 leur sont applicables.

28 octobre 1938. La S. N. C. F. est en effet libre de prendre l'initiative et de proposer aux services routiers nouvellement créés ou aux services routiers de remplacement un traité de réexpédition; dans ce cas, il peut être offert à ces services le transport non seulement des colis postaux, mais de toutes les marchandises et ce sont les dépôts ruraux des entreprises qui assurent l'expédition et la livraison (1) des colis, les bureaux de poste n'intervenant pas. Bien entendu, lorsque l'accord est réalisé sur l'initiative de la S. N. C. F., le service routier devient Correspondant du Chemin de fer et les dispositions de l'Arrêté ne lui sont pas applicables (voir A du Chapitre I).

1°) B. — Liaison avec les Directions départementales des P. T. T.

Il est nécessaire que les Arrondissements se tiennent en liaison avec les Directions départementales des P. T. T. afin d'éviter toute fausse manœuvre et toute démarche qui ferait double emploi.

2°) A. — Echange direct des colis postaux.

Lorsqu'un service routier qui transporte les colis postaux ne vient pas en gare pour l'échange de ces colis et, de ce fait, oblige la S. N. C. F. à recourir, pour le trajet entre la gare et le bureau de poste, à l'entrepreneur local de la poste, il convient de saisir la Direction départementale des P. T. T. et de lui demander de mettre le service routier en demeure de venir à la gare, par application de l'article 2 de l'Arrêté interministériel du 7 juin 1939.

2°) B. — Unification du régime de transport.

Le nombre de transporteurs routiers à emprunter pour la desserte de localités non reliées à une gare doit être réduit au minimum. En particulier, lorsqu'une même entreprise fonctionne comme correspondant du chemin de fer sur une partie du trajet et comme Courrier de la Poste sur l'autre partie, il convient, d'accord avec la Direction départementale des P. T. T., de faire appliquer sur le trajet total le régime des Courriers de la Poste ou, si le service est exécuté dans le cadre de la coordination, le régime défini par l'Arrêté. Dans ces deux cas, la S. N. C. F. n'aurait à payer qu'une seule allocation.

3°) Documents d'accompagnement des colis postaux.

En attendant la mise en service de nouveaux bordereaux de transmission unifiés, mesure dont la réalisation exige l'accord du Ministère des P. T. T., les gares intéressées continuent à faire usage des bordereaux actuellement utilisés pour la transmission des colis postaux aux Courriers et Receveurs des Postes, à cette différence près qu'elles établissent au décalque un exemplaire supplémentaire du bordereau, qui est destiné au service routier. En outre, comme les colis sont livrés par les bureaux de poste ou sous le contrôle de ces bureaux, ils doivent être accompagnés des bulletins d'expédition jusqu'à destination (Avis Général Trafic Sous-Série Marchandises n° 11, Art. 16).

4°. — Délai de transport par route.

Les services routiers étant tenus de conclure avec la S. N. C. F. un traité de réexpédition définissant leur responsabilité, et devant par ailleurs, aux termes de l'Arrêté interministériel, transporter les colis postaux par le premier voyage suivant leur prise

(1) Il convient de s'efforcer d'obtenir des services routiers, avec lesquels des négociations sont engagées, que la livraison des colis soit assurée non seulement au dépôt, mais encore à domicile, tout au moins dans l'agglomération principale.

en charge, il y a lieu d'insérer dans les traités de réexpédition une clause imposant ce délai aux services en question et laissant à leur compte exclusif les indemnités forfaitaires de retard payées du seul fait de l'inobservation du délai de transport par route.

5°) A. — **Clauses à insérer dans les traités de réexpédition.**

Indépendamment de la clause particulière de responsabilité pour retard découlant des dispositions combinées de l'article 4 de la Convention postale du 28 octobre 1938 et de l'Arrêté du 7 juin 1939, les traités de réexpédition à passer avec les services routiers visés par cet Arrêté doivent contenir les clauses habituelles des accords similaires conclus avec les correspondants du chemin de fer. En particulier, les allocations à leur offrir doivent être calculées aux taux pratiqués avec les entrepreneurs de réexpédition de la S. N. C. F. (barèmes R), à conditions équivalentes (importance du trafic, prix pratiqués par les services libres de transport de marchandises, difficultés d'exécution du service et nature du parcours). En aucun cas, il ne faut proposer les allocations des Courriers de la Poste ni donner, pour la livraison effective à domicile, l'intégralité de la taxe de factage en sus d'une allocation de transport.

5°) B. — **Révision des allocations payées aux services subventionnés assimilés aux Courriers de la Poste.**

Il doit être procédé au recensement des services routiers de transport public de voyageurs qui assurent actuellement le transport des colis postaux sans avoir conclu avec l'Administration des Postes un marché de courrier postal et sans avoir conclu de traité de correspondance avec la S. N. C. F. Ces services, régis par les anciens Cahiers des Charges d'entreprises subventionnées, bénéficient des allocations prévues par la Convention du 28 octobre 1938 en faveur des Courriers de la Poste. Mais, ils doivent progressivement être soumis aux clauses du Cahier des Charges type, défini par le Décret de coordination du 12 janvier 1939. En conséquence, les services routiers intéressés doivent cesser de recevoir les allocations de Courriers de la Poste et conclure avec la S. N. C. F. un traité de réexpédition, lorsqu'ils assurent le service postal en vertu du décret de coordination et non plus de leur Cahier des Charges particulier.

6°). — **Services refusant le transport des colis postaux.**

La S. N. C. F. n'a pas à intervenir lorsqu'un service routier de transport public de voyageurs, requis par l'Administration des Postes, refuse de se charger des colis postaux.

7°) A. — **Procédure d'arbitrage.**

La clause essentielle de l'Arrêté est celle qui définit la rémunération des transporteurs en leur imposant la conclusion d'un traité de réexpédition avec la S. N. C. F., donc des prix débattus de gré à gré.

En cas de désaccord sur les clauses à insérer dans les traités, la procédure d'arbitrage doit jouer. A ce sujet, il y a intérêt, pour gagner du temps, à proposer directement l'arbitrage de l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du département, puisque c'est ce Fonctionnaire qui décide pratiquement en dernier ressort.

S'il se produit des contestations à propos du taux des rémunérations à allouer aux services routiers, les offres faites doivent être justifiées en les comparant avec les allocations payées aux correspondants du chemin de fer pour des opérations similaires, compte tenu, par exemple, de la distance, de la population, des difficultés du trajet.

Il convient, sauf justification exceptionnelle, de se tenir toujours en dessous des allocations prévues pour les Courriers de la Poste qui sont à considérer comme des

maxima destinés à rétribuer des particuliers n'ayant d'autre ressource que le transport des dépêches postales et des colis postaux sur des relations généralement de très faible importance.

7°) B. — **Continuité du service des colis postaux.**

Tant qu'un service public de transport de voyageurs reste assuré, même avec modification de son régime d'exploitation (ligne secondaire de chemin de fer remplacée par un service automobile ou service routier antérieur recevant un nouveau Cahier des Charges), le trafic des colis postaux ne doit pas être interrompu. Cette innovation est très importante et modifie les directives données par la note n° 2.147 du 11 février 1939 du Service Commercial, relative à la mise en vigueur de la Convention postale du 28 octobre 1938. Désormais, ne peuvent plus être supprimées de la Liste alphabétique du Tarif des colis postaux que les localités cessant d'être desservies par un moyen de transport public.

Le Service routier requis par l'Administration des Postes ne peut se refuser à transporter les colis postaux en attendant la conclusion du traité de réexpédition destiné à régler ses rapports avec le chemin de fer, et la S. N. C. F. doit, de son côté, si la discussion risque de se prolonger, offrir à ce service un règlement provisionnel des allocations échues en fin de mois sur la base des taux proposés dans le traité en cours d'élaboration. La régularisation intervient une fois l'accord définitif réalisé, mais il convient d'écarter tout règlement provisoire sur les anciennes bases, afin de ne pas se trouver en mauvaise posture en cas de recours à l'arbitrage.

CHAPITRE III

CAS PARTICULIER DES SERVICES ROUTIERS
REMPLAÇANT DES LIGNES SECONDAIRES

Ainsi qu'il est dit plus haut, l'Arrêté du 7 juin 1939 vise les services routiers de transport public de voyageurs qui n'ont pas été substitués aux droits et obligations des Réseaux Secondaires. Par conséquent, les services routiers remplaçant des lignes secondaires en conservant le Cahier des Charges et la tarification de ces voies ferrées, continuent à être traitées comme « Réseaux Secondaires » et participent au transport des colis postaux dans les conditions prévues par l'Annexe à la Convention du 28 octobre 1938. C'est le cas des services routiers exploités par l'ancienne Compagnie concessionnaire aux conditions de son ancien Cahier des Charges, avec un simple changement de matériel roulant et de traction. C'est également le cas des services exploités par une nouvelle Société à laquelle ont été imposées les obligations du Réseau Secondaire remplacé. Par contre, les services régis par un Cahier des Charges conforme au type défini par le Décret de coordination du 12 janvier 1939 ou par un Acte administratif de concession routière, tombent sous le coup de l'Arrêté du 7 juin 1939, même s'ils sont exploités par l'ancienne Compagnie de chemins de fer.

Il convient donc de tenir compte des précisions données ci-dessus lors de la cessation d'exploitation d'une voie ferrée secondaire, en vue des modifications à apporter à la Liste alphabétique du Tarif des colis postaux.

CHAPITRE IV

TENUE A JOUR DE LA LISTE ALPHABETIQUE DU TARIF DES COLIS POSTAUX

En l'état actuel de la réglementation, le transport des colis postaux sur le territoire continental est assuré, en dehors des lignes de la S. N. C. F. :

- a) par les Courriers de la Poste;
- b) par les circuits de poste automobile rurale (P. A. R.);
- c) par les voies ferrées secondaires;
- d) par les correspondants de la S. N. C. F. ou des Réseaux secondaires;
- e) par les services routiers de transport public.

La tenue à jour de la Liste alphabétique du Tarif des colis postaux, en ce qui concerne les localités desservies par des Courriers de la Poste ou par des circuits de poste automobile rurale, est assurée par le Service Commercial, d'après les indications fournies par l'Administration Centrale des P. T. T. Mais, les modifications à cette Liste font l'objet d'une première étude entre les Directions départementales des P. T. T. et les Services locaux S. N. C. F. qui ne doivent pas perdre de vue que la priorité appartient à la S. N. C. F. pour la desserte des localités rurales par ses correspondants et que, par suite, dans les localités déjà pourvues d'un bureau de correspondant du Chemin de fer, le bureau de poste n'a pas à être ouvert au trafic des colis postaux, même s'il est desservi par un courrier de la Poste ou par un circuit de poste automobile rurale transportant les colis postaux pour d'autres localités.

Pour les localités desservies par des lignes secondaires en exploitation, par des correspondants de la S. N. C. F. ou par des correspondants des lignes secondaires, la mise à jour du Tarif s'effectue d'après les indications qui doivent être fournies par les Divisions Commerciales des Régions au Service Commercial, au plus tard le 10 de chaque mois.

En ce qui concerne les services routiers de transport public, trois cas sont à envisager :

1^{er} CAS. — Le service routier a conclu de lui-même avec la S. N. C. F. un traité de réexpédition englobant les colis postaux.

Il est complètement assimilé à un correspondant de la S. N. C. F. et les localités desservies figurent à la Liste alphabétique avec mention :

- dans la colonne « Livraison », de l'indice B. C. si la livraison des colis s'effectue seulement bureau restant, ou de l'indice D si la livraison peut s'effectuer au domicile des destinataires (1).
- dans la colonne « gares chargées de la livraison ou de la réexpédition » du nom de la gare S. N. C. F. où se fait la transmission des colis.

2^e CAS. — Le service routier est substitué aux droits et obligations d'une voie ferrée secondaire.

Il est assimilé à un Réseau Secondaire et les localités desservies figurent à la Liste alphabétique avec mention :

(1) Voir renvoi (1) de la page 3.

- dans la colonne « Localités », de la raison sociale du concessionnaire entre parenthèses, par exemple :

(gare de la Régie départementale de)
(gare des Chemins de fer de)
(gare de la Société des Transports de)

- d'un renvoi indiquant le nom de la gare ou des gares S. N. C. F. où se fait l'échange des colis (1).
- dans la colonne « Livraison », soit de l'indice G, si la livraison des colis s'effectue seulement à l'ancienne gare ou au bureau l'ayant remplacée, soit de l'indice D, si la livraison peut s'effectuer à domicile.

3^e CAS. — Le service routier a été requis par l'Administration des Postes en vertu du Décret de coordination du 12 janvier 1939.

Cette administration fixe les conditions de participation au service des colis postaux de ses établissements situés sur le parcours de l'Entreprise routière. Elle avise le Service Commercial pour la mise à jour de la Liste alphabétique du Tarif, mais, dans ce cas également, l'étude est faite au premier stade par les Directions départementales des P. T. T., avec lesquelles les Services locaux de la S. N. C. F. doivent entrer en rapports.

Le Directeur Général,

P. O. : LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,
BOYAUX.

(1) Il est rappelé qu'aux termes du § 3-b de l'Annexe à la Convention du 20 Octobre 1938, l'échange direct des colis postaux avec un Réseau secondaire doit être réalisé chaque fois qu'il peut être organisé pour les petits colis de vitesse unique.

ANNEXE

ARRETE interministériel du 7 juin 1939 relatif aux conditions de transport des colis postaux par les services routiers de transport public de voyageurs (publié au Journal Officiel du 8 juin).

Le ministre des Travaux publics et le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Vu le décret du 12 janvier 1939,

Le conseil supérieur des transports entendu,

Arrêtent :

Article premier. — Par application des prescriptions du paragraphe 6 de l'article 37 du décret du 12 janvier 1939, si l'administration des postes le juge opportun, les services routiers de transport public de voyageurs exploités dans les départements de la France continentale autres que le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, et qui n'ont pas été substitués aux droits et obligations des réseaux secondaires d'intérêt général et des voies ferrées d'intérêt local, doivent effectuer le service des colis postaux d'un poids maximum de 20 kilogrammes par colis, et suivant les dispositions des lois et règlements en la matière et des stipulations des conventions établies en conformité de ces lois.

Art. 2. — L'entrepreneur doit prendre livraison aux gares et aux points d'arrêt, désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 37 du décret du 12 janvier 1939 visant le transport des sacs de dépêches postales, des colis postaux destinés à être livrés dans les communes situées sur son parcours. Chaque colis est accompagné de son titre de transport et inscrit sur le bordereau spécial remis à l'entrepreneur et portant indication du point d'arrêt de la voiture où devra être effectuée la livraison.

La livraison des colis est effectuée par l'entrepreneur entre les mains, soit des agents ou correspondants de la Société nationale des chemins de fer français ou des réseaux secondaires de chemins de fer, soit des agents de l'administration des postes, des courriers postaux ou des entrepreneurs, qui émargent le bordereau en regard de chaque colis livré, soit éventuellement du destinataire à domicile dans la localité terminus.

Art. 3. — Les colis doivent être transportés à l'abri des intempéries, autant que possible dans le coffre à dépêches, et, à défaut, dans la partie de la voiture affectée au transport des messageries.

Art. 4. — Les colis sont, sauf impossibilité matérielle, acheminés par le premier voyage qui suit leur prise en charge par l'entrepreneur.

Art. 5. — Dans le cas où l'entrepreneur fait connaître à l'administration des postes, télégraphes et téléphones que les possibilités d'exploitation de la ligne ne lui permettent pas d'assumer tout ou partie des obligations qui résultent des articles 1^{er} à 4 du présent arrêté, le différend est porté devant le ministre des travaux publics qui statue après avis du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du conseil supérieur des transports.

Art. 6. — Pour la desserte des arrêts, des gares ou des bureaux de poste ouverts au service des colis postaux, l'entrepreneur doit conclure avec la Société nationale des chemins de fer français un traité de réexpédition fixant sa rémunération pour le transport et éventuellement pour la livraison à domicile des colis, ainsi que sa responsabilité. A défaut d'entente, les deux parties défèrent le litige, soit à un arbitre choisi d'un commun accord, soit à deux arbitres qui pourront avoir recours à un tiers arbitre désigné d'un commun accord, ou à défaut par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département. La négociation du traité de réexpédition ou la procédure d'arbitrage ne peuvent avoir pour effet de retarder ou de suspendre l'exécution du service.

Sur les lignes où l'entrepreneur assure des services spéciaux pour le transport des dépêches postales, le transport des colis postaux est compris dans la rémunération forfaitaire de ces services spéciaux.

Art. 7. — La coopération de l'entrepreneur au service des colis postaux ne porte pas atteinte à son droit d'effectuer à son profit un service de messageries, même pour les colis d'un poids égal ou inférieur à 20 kilogrammes.

Fait à Paris, le 7 juin 1939.

Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,
JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.